

Chapitre 6

L'ambiguïté du concept

de développement soutenable

Nous avons déjà noté à plusieurs reprises que le concept de développement durable ou soutenable se prêtait à des interprétations différentes pour de multiples raisons. Parce qu'il prétendait rassembler à la fois un projet de réduction de la pauvreté et un projet de préservation des écosystèmes, les deux n'étant pas *a priori* nécessairement compatibles compte tenu de la croissance démographique. Parce qu'il émanait d'origines diverses, institutionnelle, patronale, associative, théorique. Parce qu'il pouvait rapidement devenir l'enjeu de rapports de forces entre groupes sociaux, pays ou groupes de pays. Son caractère multiforme (I) constitue la première ambiguïté fondamentale du concept dont aujourd'hui tout le monde se réclame sans en mesurer pareillement la portée.

Toutefois, derrière l'apparente dispersion caractérisant les démarches des théoriciens, des promoteurs ou tout simplement des partisans du développement durable, on peut discerner un élément autour duquel se fédèrent les principaux clivages et qui conditionne le sens véritable qui peut être donné à un tel projet: il s'agit des rapports entre développement durable et croissance économique (II). On verra alors que la façon de concevoir ces rapports marque la frontière entre, d'une part, l'adhésion en dernière analyse au mythe et à l'idéologie d'un développement tel qu'il a existé jusqu'ici, et, d'autre part, la recherche d'un mode de vie formant avec ce développement une alternative.

I- Un concept multiforme.

La distinction que nous avons présentée dans les deux chapitres précédents a le mérite de poser clairement, pour une première réflexion, l'antinomie entre la démarche de l'économie de l'environnement et celle de l'intégration de l'économie dans la dynamique de reproduction des systèmes vivants. Cependant, elle a l'inconvénient de laisser penser qu'à l'intérieur de chacune des problématiques il existerait une cohérence des outils théoriques et que les deux ensembles ne se chevaucheraient à aucun moment, gage de leur propre cohérence interne. En allant plus loin, et compte tenu de la solidité des critiques apportées à la première démarche, cette simple distinction encourageait à choisir la seconde, plus à même de

prendre en compte les questions ne relevant pas de critères marchands. Or, il convient de montrer maintenant que les ambiguïtés du développement durable tiennent à des difficultés que la simple distinction ci-dessus ne permet pas de lever. De ces difficultés sont nées des controverses dont on peut dresser un inventaire provisoire (A). Dans la mesure où ces controverses peuvent être rapportées à la question de la valeur, elles portent moins sur des considérations techniques ou méthodologiques qu'éthiques (B).

A- Inventaire des controverses sur le développement durable.

Dans une étude pour la Banque Mondiale, John Pezzey¹ a recensé dans la littérature de la décennie 1980, de manière non exhaustive précise-t-il, 60 définitions se rapportant à la soutenabilité provenant de 36 sources différentes. Au sein de ces définitions rapportées par l'auteur nous en dénombrons 21 concernant strictement la notion de soutenabilité, 27 faisant référence explicitement au développement durable, 9 à la croissance durable, et 3 rappelant la différence entre croissance et développement.

Cette multiplicité peut toutefois être réduite si l'on procède à des recoupements et des rapprochements. Nous présenterons deux méthodes: une classification par les finalités concrètes du développement durable, une reformulation autour de la conceptualisation de l'environnement.

1. Classification selon les finalités concrètes du développement durable.

Fabrice Hatem² a proposé une classification ordonnée autour des finalités du développement durable. En se référant à C. Tisdell³, il distingue une conception *écocentrée* et une conception *anthropocentree* du développement soutenable. La première privilégie la protection de la vie supposée avoir une valeur en elle-même: alors, les êtres vivants non humains ont un droit à l'existence pour une raison éthique et non utilitariste. La seconde privilégie la recherche du bien-être humain: la préservation des autres espèces que l'homme est justifiée par l'intérêt qu'elles revêtent pour ce dernier. Cependant cette seconde

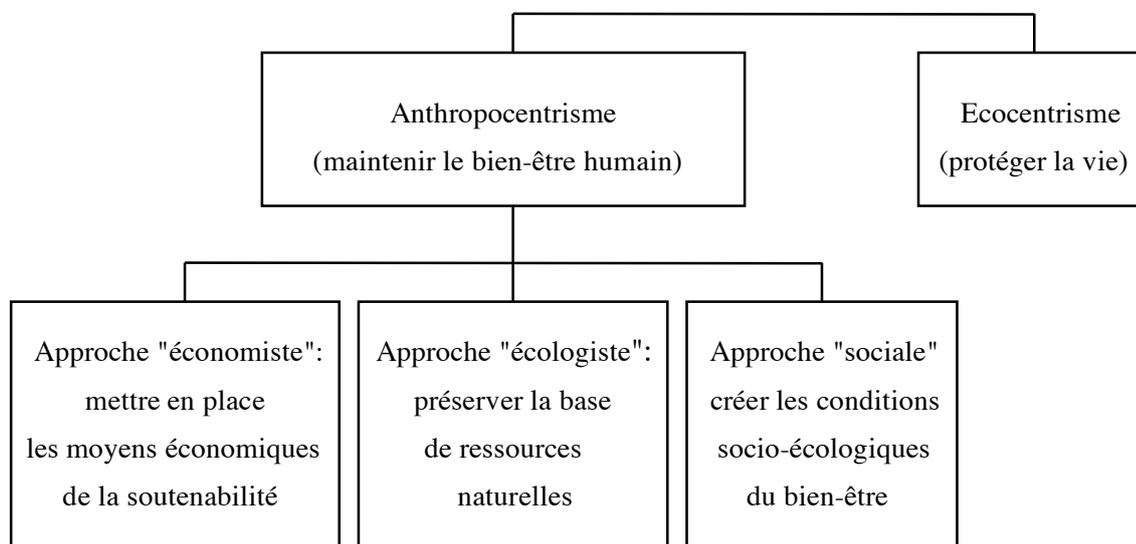
¹. PEZZEY J., *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development*, op. cit., notamment p. 63-71.

². HATEM F., *Le concept de "développement soutenable"*, op. cit., p. 101-117.

³. TISDELL C., *Sustainable development: differing perspectives of ecologists and economists, and relevance to LDC*, World Development, 16, 1988, cité par HATEM F., *Le concept de "développement soutenable"*, op. cit., p. 103.

approche comporte trois variantes qui mettent l'accent soit sur les conditions économiques, soit sur les conditions écologiques, soit sur les conditions sociales du bien-être humain. Hatem résume cette classification dans le schéma suivant.

Schéma 6.1



Source: HATEM F., *Le concept de "développement soutenable"*, op. cit., p.102.

Hatem caractérise l'approche économiste par "l'hypothèse d'une forte substituabilité entre ressources naturelles et capital artificiel"¹ pour compenser l'épuisement des premières par l'accumulation du capital et le progrès technique. Elle retient donc la conception de la soutenabilité faible et c'est celle qui se prête le mieux à l'utilisation des instruments d'analyse néo-classiques: la dégradation de l'environnement n'est que le signe d'un dysfonctionnement du marché qu'il s'agit de rétablir en définissant des droits de propriété et des prix. Globalement cette approche du développement durable correspond à ce que l'on appelle l'économie de l'environnement.

L'approche écologiste retient plutôt une conception de la soutenabilité forte parce qu'elle ne pense pas possible de substituer du capital artificiel aux ressources naturelles dont il faut maintenir le stock comme base. Elle tient compte des phénomènes d'irréversibilité et d'entropie et récuse le marché comme indicateur d'optimum social.

L'approche sociale, que Hatem appelle aussi *radicaliste* ou *socio-culturelle*, établit la jonction entre, d'une part, une critique traditionnelle du développement, telle que celle dénonçant l'insatisfaction des besoins fondamentaux ou l'origine socio-politique du sous-développement, et, d'autre part, l'aspect écologique du développement et du sous-développement. Nous précisons que, dans cette approche, il n'y a pas de référence à une

¹. HATEM F., *Le concept de "développement soutenable"*, op. cit., p. 103.

critique du développement lui-même telle que l'expriment par exemple Serge Latouche ou Wolfgang Sachs: on reste à l'intérieur du paradigme du développement en regrettant simplement la confusion entre croissance et développement. Disons que la radicalité de cette approche se résume à une dimension qu'aurait sans doute approuvée un auteur comme Perroux.

Autant il est facile de rapprocher la première démarche économiste de la théorie néo-classique, autant la recherche de proximités théoriques est plus délicate en ce qui concerne les deux autres. Ainsi, la problématique de la reproduction des systèmes vivants¹ peut être retrouvée partiellement dans l'approche écologiste et dans l'approche sociale, et même dans l'approche écocentrée. Des auteurs comme Passet ou Georgescu-Roegen pourraient n'être que difficilement rattachés à une seule des ces trois dernières catégories.² Alors que Passet a particulièrement contribué à dénoncer la réduction de la logique de la biosphère à celle de l'économie, n'écrit-il pas tout de même: "Il nous faut tenter de définir une approche susceptible d'intégrer, *dans une même logique*, les phénomènes de la sphère économique et ceux de la biosphère."³ S'il s'agit de dire que les premiers doivent être soumis aux seconds, Passet reste dans la logique de la reproduction des systèmes vivants qu'il a définie par ailleurs. S'il s'agit effectivement de trouver une logique *commune* alors que les logiques respectives sont antagonistes, il est à craindre que la logique commune retenue soit la plus simple, la logique économique. Un auteur comme Pearce⁴ a simultanément utilisé des outils d'analyse néo-classiques comme le calcul à la marge et montré que l'optimum économique et l'équilibre écologique étaient incompatibles. Le raisonnement en termes d'optimum le conduit à proposer de retenir une définition de l'optimum fondée non pas sur la comparaison des satisfactions individuelles mais sur celles des générations, tout en doutant de la capacité régulatrice du marché. Pearce revendique lui-même cette position intermédiaire au sein des cinq écoles d'économie verte (*green economics*) qu'il distingue.⁵ La première préconise la réduction d'échelle (*Negative Increase in Scale: NIS*), c'est-à-dire la réduction absolue de la production et de la population. La seconde est favorable à l'arrêt de la

¹. Cf. notre chapitre 5.

². Signalons que dans un article récent, Sylvie Faucheux et René Passet proposent une classification des théories du développement soutenable en quatre groupes qui rappelle fortement celle de Hatem: approche préservationniste de la biosphère (correspondant assez bien à l'écocentrisme distingué par Hatem), approche néo-classique (économiste de Hatem), approche conservationniste (écologiste de Hatem), approche coévolutionniste (seule conception qui n'a pas de correspondante exacte dans la classification de Hatem, mise à part l'approche sociale distinguée par celui-ci dont elle est la moins éloignée). FAUCHEUX S., PASSET R., *Introduction à Quelle économie pour l'environnement?*, op. cit. De même, Norton avait distingué quatre stratégies possibles vis-à-vis des ressources naturelles que la classification de Hatem recoupe partiellement: exploitationnisme, conservationnisme et préservationnisme avec deux variantes: naturaliste et extensionniste. NORTON B.G., *Intergenerational equity and environmental decisions: a model using Rawls' veil of ignorance*, *Ecological Economics*, vol. 1, n° 2, mai 1989, p. 137-159.

³. PASSET R., *L'économie et le vivant*, op. cit., p. 91, souligné par nous.

⁴. Cf. notre chapitre 4, § I-B-1.1.

⁵. PEARCE D., *Green economics*, *Environmental Values*, Cambridge, White Horse Press, vol. 1, n° 1, printemps 1992.

croissance de la production et de la population (*Zero Increase in Scale: ZIS*). La troisième, dans laquelle se reconnaît Pearce, est celle où le capital reste constant, tant pour le capital naturel que pour le capital produit (hypothèse de soutenabilité forte). La quatrième fait confiance au progrès technique pour résoudre les problèmes posés par l'augmentation de la production et de la population et par la raréfaction des ressources naturelles (hypothèse de soutenabilité faible). La cinquième fait confiance au marché pour rétablir les équilibres écologiques (hypothèse de la possibilité d'internaliser les effets externes négatifs). Cette classification n'apporte pas d'éclaircissement nouveau majeur car, même si l'on peut, d'un côté, rapprocher la première école et la seconde par leur croyance en l'impossibilité de poursuivre le mouvement de développement économique illimité, et, de l'autre, considérer que la croyance au progrès technique et celle au marché ne font qu'une, il n'en reste pas moins que la multiplicité des approches distinguées par Pearce témoigne de la difficulté d'établir une catégorisation précise et des filiations théoriques certaines.

Il n'y a donc pas lieu de considérer les trois approches anthropocentrées distinguées par Hatem comme irréductibles les unes aux autres. Pearce lui-même souligne que "les différences dans les définitions de la soutenabilité n'impliquent pas beaucoup de différences dans les politiques opérationnelles nécessaires pour y parvenir"¹. En tout cas, l'opposition porte moins sur les méthodes et les politiques que sur les principes.

2. Reformulation autour de la conceptualisation de l'environnement.

En proposant une approche originale de l'environnement, Olivier Godard et Jean-Michel Salles² font de celui-ci une catégorie abstraite et non plus un ensemble d'éléments concrets *environnants*.

Ces auteurs s'écartent d'abord de la notion d'écosystème, utilisée par les biologistes, qui comporte le risque de considérer la nature comme si les hommes n'existaient pas, et ensuite de la notion statique de l'environnement assimilé à une contrainte immuable. Ils formulent alors une conception de l'environnement inspirée des travaux sur les systèmes autonomes appelés *systèmes complexes auto-organiseurs*³ et qui privilégie l'idée de co-évolution du système humain et du système de l'environnement.

¹. Cité par HATEM F., *Le concept de "développement soutenable"*, op. cit., p. 107.

². GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, dans BOYER R., CHAVANCE B., GODARD O. (sous la dir. de), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, op. cit., p. 233-272.

³. ATLAN H., *Entre le cristal et la fumée, Essai sur l'organisation du vivant*, Paris, Seuil, 1979.

MORIN E., *La méthode 2, La vie de la vie*, Paris, Seuil, 1980.

DUPUY J.P., *Ordres et désordres, Enquête sur un nouveau paradigme*, Paris, Seuil, 1982.

VARELA F., *Autonomie et connaissance*, Paris, Seuil, 1989.

Chacun des deux systèmes possède une autonomie relative, c'est-à-dire qu'il peut fonctionner de manière indépendante de l'autre, en quelque sorte clos ou bouclé sur lui-même -ce qui paraît douteux pour le système humain- mais chacun comporte également une ouverture sur l'autre, conditionnant la possibilité et le sens de son évolution.

Il en résulte premièrement que l'environnement est "un noeud intermédiaire de tension entre les concepts de patrimoine et de nature: le patrimoine, c'est l'objet tellement approprié qu'il en devient ressource identitaire; la nature, c'est ce qui existe en soi et pour soi, indépendamment de l'usage ou de l'appropriation"¹. Deuxièmement, l'environnement est "une figure de "hiérarchie enchevêtrée"² parce qu'il peut tour à tour être considéré comme infra-niveau ou supra-niveau par rapport au système humain selon qu'il est soumis à l'homme prométhéen ou qu'il s'impose comme une contrainte indépassable à celui-ci. Ainsi, la démarche de Godard et Salles repose sur ce qu'ils appellent "la distinction/confusion de deux niveaux logiques"³ qui a pour conséquences, d'une part, de faire de l'environnement un objet extérieur à l'homme, d'autre part de rendre difficile l'interprétation d'un événement altérant l'environnement parce que son sens peut différer selon le niveau depuis lequel on le considère.

Godard et Salles concluent que le déploiement dans le temps de cette hiérarchie enchevêtrée "engendre une dynamique irréversible mettant en jeu l'identité des deux pôles" parce que la reproduction du système humain et de l'environnement dans une perspective de co-évolution "dépend de la conciliation paradoxale des deux hiérarchies en cause"⁴. Dans ces conditions, ils distinguent une co-évolution permettant à chaque pôle de se reproduire tout en s'adaptant, et une évolution aboutissant à la disparition de l'un ou de l'autre, l'irréversibilité n'ayant pas la même incidence dans chacun de ces cas.

La conceptualisation de Godard et Salles a le mérite de souligner la relation dialectique entre le système social et la biosphère mais elle n'échappe pas totalement, à notre sens, au risque qu'ils tentent d'éviter: partant de l'idée de co-évolution de deux systèmes dans une relation hiérarchique enchevêtrée entre deux pôles, ils en viennent progressivement à ne parler que de la relation entre *le* système et l'environnement, du "couple "système-

¹. GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 244-245.

². GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 243. Cette notion de *figure de hiérarchie enchevêtrée* est également utilisée par d'autres auteurs dans d'autres contextes: ainsi DUPUY J.P., *Le sacrifice et l'envie*, op. cit., p. 160, que nous retrouverons dans notre chapitre 8; également du même auteur *Introduction aux sciences sociales*, op. cit.

³. GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 245.

⁴. GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 246.

environnement"¹). Le seul système restant est le système social humain, qui est alors le système de référence. L'approche de Godard et Salles retrouve sa place à l'intérieur d'une classification du type de celle de Hatem parce qu'elle conserve une dimension anthropocentriste.

Par ailleurs, la conceptualisation de Godard et Salles se heurte à deux difficultés. La première, que les auteurs signalent eux-mêmes, réside dans le paradoxe de l'adaptation²: dans la mesure où il est impossible de définir l'environnement d'un organisme avant cet organisme lui-même, comment peut-on s'adapter à un environnement qui n'existe pas avant que cette adaptation se réalise? Godard et Salles tentent d'échapper au piège de la notion d'environnement inséparable d'une vision de l'homme au centre de l'univers récusée par Michel Serres³ en faisant de l'environnement non pas quelque chose d'environnant justement mais une relation. Malheureusement, ils abandonnent, à notre sens, cette démarche en cours de route, tout simplement parce que *l'environnement* ne peut qu'*environner* un élément considéré comme *central*.

La deuxième difficulté découle de la précédente: les écosystèmes n'existent plus sans l'homme puisque celui-ci y imprime sa marque, mais ils ont pu et ils pourraient exister sans lui, alors que l'inverse n'est pas vrai: l'homme ne peut exister sans eux. Il n'est donc pas certain que les hiérarchies s'enchevêtrent à un point qui pourrait laisser croire qu'elles s'équilibrent et s'équivalent. La conceptualisation de Godard et de Salles ne peut-elle être considérée comme l'ultime tentative de sauver une vision anthropocentriste pour ne pas dire prométhéenne?

Herbert Simon avait montré que l'individu évoluait dans un univers borné parce qu'il n'avait qu'une connaissance approximative des choix possibles; de ce fait, il ne pouvait faire preuve que d'une rationalité limitée en définissant simultanément ses objectifs et les moyens d'y parvenir. Dans cette lignée, Olivier Favereau⁴ et Jean-Michel Salles⁵ distinguent une rationalité *substantielle* qui est le fait d'agents prenant leurs décisions en fonction de toutes leurs conséquences certaines ou probables selon le critère de maximisation de l'espérance de l'utilité, et une rationalité *procédurale* qui est le fait d'agents déterminant, à l'issue d'un processus de délibération individuelle et collective, des objectifs intermédiaires

¹. GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 246.

². Les auteurs précisent, dans une note p. 245, que ce paradoxe a été énoncé par LEWONTIN R., *L'évolution, La Pensée*, n° 223, 1981.

³. Cf. notre chapitre 2, § I-B.

⁴. FAVEREAU O., *Valeur d'option et flexibilité: de la rationalité substantielle à la rationalité procédurale*, op. cit.

⁵. SALLES J.M., *Rationalité substantielle et rationalité procédurale dans la modélisation du développement durable*, Symposium International, *Modèles de développement soutenable, Des approches exclusives ou complémentaires de la soutenabilité?*, Paris, 16-18 mars 1994, tiré à part.

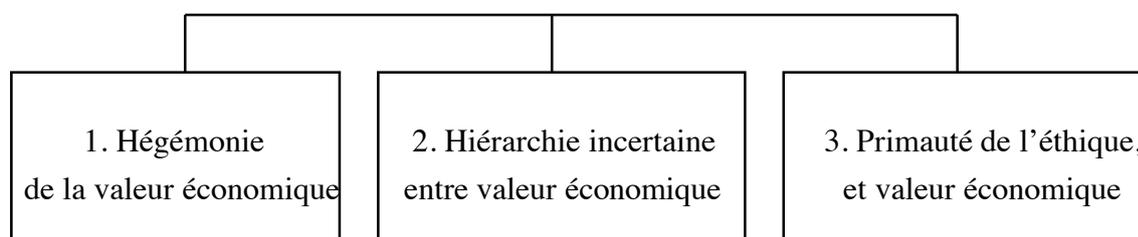
procurant un certain niveau de satisfaction. Salles utilise cette distinction pour souligner combien les modèles de développement durable ont intérêt à s'orienter vers des décisions touchant moins aux buts (notion substantielle) qu'aux chemins (notion procédurale).

La théorisation esquissée par tous ces auteurs est largement placée sous le signe de la complexité des phénomènes, des contradictions entre les systèmes et de l'incertitude les concernant, fragilisant les processus cognitifs. Bien que la science ne puisse apporter de vérité établie, il n'en reste pas moins vraisemblable que, plus les décisions sont prises selon une rationalité procédurale, plus les références à la valeur ont tendance à disparaître.

B- Développement durable et valeur.

Sans remettre en cause la pertinence des méthodes et typologies précédentes, nous allons essayer de montrer que l'éclatement du concept de développement durable traduit une pluralité d'approches de la valeur et une pluralité d'articulations de la valeur au sens économique et de la valeur au sens éthique. Trois approches peuvent être différenciées (schéma 6.2).

Schéma 6.2



1. Le développement durable ou l'hégémonie de la valeur économique.

Selon cette première approche, la valeur résulte du marché. Celui-ci permet de définir une exploitation optimale des ressources naturelles au même titre que les facteurs de production habituels, travail et capital, à condition de privatiser les éléments jusque-là en libre accès. Alors, ressources naturelles, travail et capital sont considérés comme substituables.

Deux conséquences parfaitement complémentaires en résultent: la nature est instrumentalisée et l'être humain est soumis aux impératifs de la rationalité économique.

La justification philosophique de cette conception tient dans une conception du bien-être mesuré en termes de croissance de la consommation par tête. La finalité et le moyen sont donc un accroissement des valeurs d'échange dont le support est constitué de valeurs d'usage matérielles et/ou symboliques. Le temps est traduit par un taux d'actualisation, c'est-à-dire par un taux d'actualisation des valeurs d'échange, confondant l'horizon économique tout au plus éloigné de quelques décennies correspondant à la durée de vie du sujet économique et l'horizon physique et biologique de la biosphère et des espèces vivantes, sacrifiant ainsi, quoi qu'on en dise, celles-ci ainsi que les générations futures.

2. Le développement durable ou la hiérarchie incertaine entre les valeurs économique et éthique.

Dans cette seconde approche, la valeur d'échange liée à l'usage résulte du marché mais des procédures doivent être mises en oeuvre pour rendre compte de la valeur d'option et de la valeur dite intrinsèque, c'est-à-dire de la valeur de legs, d'existence et écologique.¹ La valeur intégrant les coûts sociaux n'élimine pas cependant le déséquilibre écologique.

Les ressources naturelles et le capital ne sont pas substituables parfaitement et continûment. La notion d'irréversibilité apparaît.

La valeur économique ne peut donc représenter la valeur éthique constituée par la reconnaissance de l'existence de ressources naturelles et d'espèces vivantes. La notion de patrimoine naturel est alors forgée mais sans pour autant résoudre la contradiction entre, d'une part, la nécessité de transmettre ce patrimoine pour des raisons de nécessité physique concernant les générations futures ou pour des raisons symboliques, le patrimoine étant fondateur d'identité et de différenciation sociale², et d'autre part, la nécessité de l'utiliser comme instrument d'adaptation et de développement humain. Selon Godard et Salles, cette contradiction se manifeste parce que la seconde nécessité peut menacer la première.

¹. Cf. notre schéma 4.1.

². GODARD O., SALLES J.M., *Entre nature et société, Les enjeux de l'irréversibilité dans la construction économique et sociale du champ de l'environnement*, op. cit., p. 262.

3. Le développement durable ou la primauté de l'éthique.

Selon cette troisième approche, la valeur économique est une catégorie sociale parce que l'économie s'insère dans la société humaine, qui elle-même s'inscrit dans la biosphère.¹ La rationalité de la reproduction des systèmes vivants fonde une nouvelle éthique dont les valeurs ne sont pas réductibles à l'économie et qui peuvent s'exprimer par deux principes:

- Les écosystèmes ont une existence qui ne peut être mesurée en termes marchands et dont le respect est un principe de vie et non un principe économique.

- La reproduction des systèmes vivants inclut le respect de la vie des êtres humains, dans ses formes matérielles et culturelles.

L'articulation de ces deux principes commande *une organisation sociale qui économise les ressources naturelles en cessant de faire de l'augmentation de la consommation par tête l'objectif ultime, et qui économise l'homme dont l'effort productif est représenté par son travail.*

La définition d'un optimum social passe alors par:

- la minimisation de la consommation des ressources naturelles, c'est-à-dire la diminution du contenu en ressources naturelles de la production, de telle sorte que le taux de prélèvement des ressources renouvelables soit inférieur ou égal à leur taux de renouvellement et que la variation des ressources renouvelables substituables aux non renouvelables soit inférieure ou égale à la variation des ressources non renouvelables divisée par le coefficient technique de ressources non renouvelables utilisées pour la production du capital manufacturier; dans ce cas, la valeur économique du prélèvement de ressources (prélèvement qui est lui-même un acte de production mesurable par du travail) diminue; cette valeur économique n'a rien à voir avec une prétendue valeur d'option ou intrinsèque dont le contenu éthique serait rendu économique alors qu'il n'est pas mesurable pour deux raisons: il est d'ordre qualitatif et, à supposer qu'on puisse lui attribuer une grandeur, celle-ci pourrait être infinie;

- la prise en compte du coût de réparation des nuisances qui n'ont pu être prévenues et évitées, et du coût de la prévention de nuisances éventuelles; ces coûts (là encore réductibles à du travail) sont donc parties intégrantes du coût de production global social, c'est-à-dire de la valeur économique;²

¹. C'est une reconnaissance pleine et entière et non pas une concession comme celle que semble faire Claude Henry: "Il est *néanmoins* vrai que, lorsque des choix entre générations sont en cause, le prix doit céder à la norme. Il ne s'agit plus de céder la place, mais de reconnaître la prééminence de la valeur éthique qu'exprime alors la norme." HENRY C., *Efficacité économique et impératifs éthiques: l'environnement en copropriété*, op. cit., p. 196, souligné par nous.

². De ce point de vue, Alain Lipietz (LIPIETZ A., *L'écologie politique et l'avenir du marxisme*, op. cit.) a-t-il raison de considérer que la présence d'écotaxes, de sociotaxes, éloignerait les prix des temps de travail socialement nécessaires? Au contraire, ne les rapprocherait-elle pas de ces temps véritables que le capitalisme a ignorés jusqu'ici? La "valeur soutenable" comme dit Lipietz (p. 191) mérite son nom si l'ensemble des coûts

- la minimisation du travail par tête, dans la mesure où l'augmentation de la productivité ne se ferait que dans le respect des conditions écologiques précédentes; dans ce cas, la valeur économique de chaque unité produite baisse, et, à volume de la production constant, la valeur économique globale de la production diminue également.

En définitive, la valeur économique diminue pour que les valeurs éthiques soient respectées.

La classification que nous proposons, ordonnée autour des notions de valeur, recoupe partiellement celles utilisées auparavant, notamment la première que nous avons rencontrée: économie de l'environnement et économie dans l'environnement, ainsi que celle de Hatem: approches anthropocentrée et écocentrée. Elle n'invalide pas les deux précédentes, nous la concevons dans un souci de complémentarité et pour reprendre l'un des fils conducteurs de notre thèse: la crise sociale et la crise écologique sont une crise de la (des) valeur(s). L'idéologie économique a asséné l'idée que la rationalité consistait à faire reculer la rareté par la croissance de la production alors qu'en fait le soi-disant recul de la rareté n'aboutit qu'à accroître celle-ci sur le plan des ressources naturelles et à assujettir la vie humaine à un renvoi à l'infini de la satisfaction des besoins. Autrement dit, la rareté ne tend pas vers zéro, comme elle devrait le faire si réellement elle reculait, mais elle tend vers l'infini par la conjonction de deux phénomènes: les ressources naturelles menacent de tendre vers zéro, et la barrière des besoins essentiels est indéfiniment repoussée. Ainsi notre classification nous permet maintenant d'aborder et de critiquer la relation entre croissance et développement durable.

II. Développement durable et croissance économique.

Au cours du chapitre 4 nous avons analysé comment la théorie économique dominante essayait d'intégrer les effets externes de la croissance de la production à l'intérieur du modèle d'équilibre général pour aboutir à une traduction politique subordonnant le bien-être humain et l'environnement à la croissance productiviste. Nous avons indiqué avec quelle unanimité toutes les institutions politiques ou émanant des groupes socio-économiques considéraient comme nécessaire la poursuite de la croissance économique, souvent d'ailleurs

externes est englobé. Il ne faut pas se laisser abuser par le fait que l'intégration de taxes dans le prix de certains produits entraînerait des transferts de valeur entre secteurs, ce problème est banal à partir du moment où il s'agit d'un problème de *transformation* comme l'exprime d'ailleurs Lipietz (p. 191).

perçue comme allant naturellement de soi, affirmant qu'elle était une condition du développement durable, l'aboutissement logique du raisonnement étant la substitution de la notion de croissance durable à celle de développement durable.

Nous voudrions examiner maintenant les fondements théoriques de cette assimilation et finalement de cette substitution. L'idéologie économique considère, ou feint de croire car ce n'est explicite dans aucune théorie, que la croissance illimitée est possible afin de pouvoir affirmer qu'elle est souhaitable et même indispensable. Nous allons tenter d'étudier de manière critique chacune de ces assertions.

A- La croissance économique illimitée est-elle possible?

La crise écologique et la crise sociale analysées dans le chapitre 2 montrent que la croissance économique infinie se heurte à des limites ou des contraintes qui sont naturelles et également sociales.

1. Les limites naturelles de la croissance économique prétendument illimitée.

Ce sont celles des ressources et celles des capacités d'absorption des rejets de la croissance par l'ensemble des écosystèmes.

En postulant que les besoins humains sont illimités, l'idéologie économique justifie par avance la *nécessité* de la croissance économique illimitée. Il suffit ensuite d'assimiler *nécessité* à *possibilité* puisqu'il est postulé¹ qu'on peut, grâce à du capital et du travail, seuls facteurs de production rares, *produire* le facteur naturel sinon le remplacer: substituabilité et soutenabilité faible sont les seuls arguments en faveur de la thèse de la possibilité d'une croissance économique illimitée. Or, la croissance durable qui est toujours exponentielle -et *a fortiori*, la croissance illimitée dans le temps- est une chose impossible: croissance et durée sont antinomiques. Parce que, explique Herman Daly², l'économie humaine est un sous-système de l'écosystème terrestre qui est fini et fermé. Bernard Charbonneau avait déjà exprimé la même idée il y a plus de vingt ans³: le développement illimité ne peut conduire qu'au chaos parce que "un développement indéfini est impossible

¹. Les avertissements de Ricardo et de quelques classiques furent oubliés par les néo-classiques.

². DALY H.E., *Il n'y a pas de croissance durable*, Transversales Science/Culture, n° 13, janvier-février 1992, p. 10-11.

³. CHARBONNEAU B., *Le système et le chaos*, Paris, Anthropos, 1973, 2° éd. Paris, Economica, 1990.

dans un espace-temps fini”¹. Le sous-système économique se heurte donc aux limites du système total, d’autant plus fortement que si tous les habitants de la terre devaient bénéficier du même niveau de ressources qu’un Américain moyen, il faudrait multiplier le produit mondial par 7. Daly pense que la croissance durable est une notion trompeuse, un “slogan provocateur”² et que le développement durable n’a de sens que si le développement cesse d’être quantitatif et devient exclusivement qualitatif. Michel Beaud précise que le développement soutenable doit être un “développement humain sans croissance”³ dès lors qu’on peut répondre aux besoins essentiels de tous.

Les limites naturelles de la croissance économique apparaissent d’autant plus que la croissance démographique⁴ est encore forte dans une large partie des pays du tiers-monde et que la nécessité de réduire les fortes inégalités de niveau de développement humain se fait plus pressante.

Or, tous les experts, les instituts, les pouvoirs publics⁵ espèrent des taux d’au moins 3% par an pour la prochaine décennie, c’est-à-dire, en moyenne, beaucoup plus que les taux en vigueur dans l’ensemble du monde au plus fort des Trente Glorieuses. Compte tenu de la croissance démographique annuelle des pays développés quasi nulle mais d’un taux moyen mondial proche de 1,6%⁶, cela signifie, si l’on veut que le niveau de vie moyen mondial par tête progresse au même rythme que le celui des habitants des pays développés, qu’un taux de croissance économique de 4,6% est nécessaire⁷. Jamais la planète n’a atteint de tels taux sur une longue période.

Pourtant l’existence des limites naturelles à la croissance économique infinie n’est pas unanimement reconnue par les économistes. Certes, les positions se contentant de railler le vieux cri d’alarme malthusien que l’on retrouvait dans le rapport au Club de Rome n’ont plus cours et les affirmations péremptoires telles que “la croissance apparaît bien sans frontière physique”⁸ se font rares parce qu’aujourd’hui presque tout le

¹. CHARBONNEAU B., *Le système et le chaos*, op. cit., cité par CEREZUELLE D., *La critique de la modernité chez Charbonneau, Aspects d’un compagnonnage intellectuel*, dans TROUDE-CHASTENET P. (sous la dir. de), *Sur Jacques Ellul*, op. cit., p. 71.

². DALY H.E., *Il n’y a pas de croissance durable*, op. cit., p. 11.

³. BEAUD M., *Face à la croissance mortifère, quel développement durable?*, *Revue Tiers-Monde, Après le Sommet de la Terre: Débats sur le développement durable*, Tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, p. 143.

⁴. Nous précisons que les limites naturelles des écosystèmes dont nous parlons et sur lesquelles pèserait une poursuite d’une croissance démographique forte n’ont rien à voir avec les soi-disant causes naturelles de la surpopulation défendues par Malthus. En d’autres termes, l’origine de la contradiction entre écosystèmes et démographie est sociale, et cela doublement: par le système productif et par les conditions techniques et socio-culturelles de l’évolution démographique.

⁵. Cf. notre chapitre 4, § II.

⁶. Cf. notre chapitre 2, § I-B.

⁷. $1,03 \times 1,016 - 1 = 4,6\%$.

⁸. ALBERTINI J.M., *Préface* à SIBIEUDE C., SIBIEUDE T., *Les rouages économiques de l’environnement*, Paris, Les Editions de l’Atelier, Les Editions Ouvrières, 1993, p. 8.

monde s'accorde pour au moins accepter de réfléchir au problème: outre celle dont nous venons de faire état soulignant l'impossibilité de croître indéfiniment et qui nous paraît être la plus prudente sinon la plus réaliste, il existe plusieurs thèses concernant les relations entre la croissance économique et la destruction/protection de l'environnement.

Parmi elles, une première thèse affirme qu'il existe un découplage de plus en plus grand entre la croissance et les pollutions émises provenant d'une substitution entre ressources naturelles et artefacts et également de la diminution du contenu énergétique de la production. Cette thèse, défendue notamment par l'Institut pour l'Economie Mondiale de Kiel, s'appuie sur des résultats positifs en matière de pollution atmosphérique par dioxyde de soufre ou de pollution des eaux, mais est infirmée par les résultats en matière de pollution par hydrocarbures, combinés azotés et surtout dioxyde de carbone ainsi que par ceux concernant les déchets ménagers et industriels.¹ Par ailleurs, cette thèse ne distingue pas suffisamment les améliorations dues au découplage entre croissance et pollutions et celles qui proviennent du ralentissement de la croissance au cours des dernières années.

Une seconde thèse soutenue par la Commission Européenne² prétend que la croissance économique permet de lutter de plus en plus efficacement contre les diverses pollutions. D'abord parce que le progrès technique apporte des solutions techniques aux problèmes suscités par la croissance antérieure. Ensuite parce que la croissance engendre des ressources fiscales supérieures pour financer les mesures de protection de l'environnement. Ces deux arguments se révèlent faibles. En effet, l'amélioration de la productivité agricole est le plus souvent synonyme d'intensification des procédés de production et d'augmentation des nuisances émises. L'urbanisation, le développement des transports et du tourisme, correspondant au phénomène de la croissance économique, expliquent que les taux d'émissions polluantes des services tendent à se rapprocher de ceux de l'industrie. La demande de biens et de services liés à l'évolution vers une société consommatrice d'information s'accompagne de beaucoup plus de pollution que ne le laisserait croire un mythe de l'immatériel qui serait propre par définition. Enfin, les délocalisations des vieilles industries souvent très polluantes vers les pays du Sud ne peuvent en aucun cas être considérées comme contribuant à la diminution de la pollution mondiale. Par ailleurs, en dépit de la croissance, la part relative dans le PIB des investissements publics consacrés à la protection de l'environnement n'a guère varié depuis vingt ans, et, de l'aveu même de celle-

¹. SPRENGER R.U., *Umweltschutz und Wirtschaftswachstum, zum für und wider der zentralen Thesen in einer Kontroverse ohne Ende*, Gewerkschaftliche Monatshefte, Düsseldorf, août 1994, reproduit dans Problèmes économiques, n° 2407, 18 janvier 1995, sous le titre *Croissance économique et protection de l'environnement: les thèses en présence*.

². Commission Européenne, *Livre Blanc "Croissance, compétitivité et emploi"*, Supplément au Bulletin des Communautés Européennes, juin 1993.

ci, l'Union Européenne a vu sa politique dans ce domaine échouer.¹ Nous retrouvons ainsi la démonstration de Pearce selon laquelle une politique de protection de l'environnement n'élimine pas la menace de crise écologique.

Un point de vue synthétisant ces deux premières thèses peut être trouvé dans les travaux de Grossman et Krueger et de Griffiths² qui ont transposé la relation de Kuznets entre la croissance et les inégalités à la relation entre croissance et pollution. Cette dernière relation suivrait une *courbe environnementale de Kuznets*. D'autres travaux, notamment de Pearson³, ont montré que s'il y avait effectivement une partie droite de cette courbe, elle ne serait pas due à la croissance elle-même mais aux politiques de protection environnementale.

Une troisième thèse se place d'un point de vue tout à fait différent puisqu'elle renverse la problématique: il ne s'agit plus de se demander si la croissance facilite ou gêne la protection de l'environnement mais l'inverse: le souci écologique ne serait-il pas un handicap pour la croissance? Si on mesure la croissance en termes de solde de bien-être social entre les améliorations dues à la protection de l'environnement et les désutilités dues aux dégradations, le bilan s'avère positif. Si on mesure la croissance en termes de potentiel de production, les ressources naturelles sont alors considérées par les tenants de cette thèse comme des facteurs de production, et à ce titre toute amélioration de l'environnement ou toute gestion correcte des ressources rares contribuent à la croissance. Si on mesure la croissance en termes de PIB, il est impossible de cerner l'impact des mesures de protection de l'environnement, qui ne seront, au mieux, efficaces qu'à long terme, sur l'évolution des activités marchandes ou assimilées recensées par le PIB. C'est la raison pour laquelle on ne dispose pas d'études empiriques montrant les relations quantitatives et spatio-temporelles entre la politique de l'environnement et l'évolution du PIB.⁴

Au total, en l'état actuel des connaissances, il convient sans doute de retenir comme la plus crédible la thèse de l'existence de limites naturelles à la croissance économique. Qu'on ne puisse exactement apprécier à quel niveau elles se situent, à quel

¹. SPRENGER R.U., *Umweltschutz und Wirtschaftswachstum, zum für und wider der zentralen Thesen in einer Kontroverse ohne Ende*, op. cit.

². GROSSMAN G.M., KRUEGER A.B., *Environmental impacts of a Nord America free trade*, dans GARBER P.M. (ed.), *The Mexico-U.S. trade agreement*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1993, p. 13-56.

GRIFFITHS C., *The environmental Kuznets curve: Examining economic growth and environmental degradation*, World Bank, Environment Department, Dissemination Notes, n° 9, octobre 1994.

Ces auteurs sont cités par DAMIAN M., CHAUDHURI B., avec la collaboration de BERTHAUD P. et CATZ F., *Commerce international, environnement et développement durable*, op. cit. p. 16-17 de l'article.

³. PEARSON P.J.G., *Energy externalities and environmental quality: Will development cure the ills it creates?*, *Energy Studies Review*, vol. 6, n° 3, 1995, p. 199-215, cité par DAMIAN M., CHAUDHURI B., avec la collaboration de BERTHAUD P. et CATZ F., *Commerce international, environnement et développement durable*, op. cit. p. 17 de l'article.

⁴. SPRENGER R.U., *Umweltschutz und Wirtschaftswachstum, zum für und wider der zentralen Thesen in einer Kontroverse ohne Ende*, op. cit.

moment elles seront atteintes, que ces seuils puissent être reculés temporairement ou reculés pour certaines ressources particulières, ne nous autorise pas à nier leur existence.

2. Les limites sociales de la croissance économique prétendument illimitée.

Les limites sociales sont celles engendrées par le mode de vie provoqué par la croissance, principalement en matière d'urbanisation et de désertification des campagnes, et par les dégâts sociaux de cette croissance, en termes d'accroissement des inégalités, de sous-emploi, de précarisation du salariat ou d'exclusion de celui-ci. Par analogie, il n'est pas exagéré de qualifier le chômage et la pauvreté de *pollutions sociales*¹ ou bien d'*externalités sociales négatives*². On pourrait objecter que ces coûts sociaux sont dus à un type d'économie et non à sa croissance. Ce serait oublier que le capitalisme implique nécessairement l'accumulation, que celle-ci passe par l'extension permanente de la production et des marchés et par la prolétarianisation des producteurs à l'échelle mondiale.

Ce constat nous amène à examiner maintenant la faillite théorique du raisonnement tendant à faire de la croissance économique la condition nécessaire, *sine qua non* et invariable dans le temps quel que soit le niveau de développement matériel déjà atteint, du progrès humain. Depuis longtemps, les économistes, conscients que la croissance matérielle apportait son lot de nuisances, substituait de nouvelles inégalités aux anciennes, ne procurait pas automatiquement un mieux-être qualitatif aux individus, ont admis qu'on ne pouvait réduire le développement et, *a fortiori*, le progrès humain, à la croissance du PNB par tête. A telle enseigne, qu'ils ont, là encore depuis longtemps, précisé clairement que les définitions de la croissance et du développement différaient précisément par la prise en compte dans ce dernier des aspects qualitatifs non retenus par la première. Cependant, cette distinction perd une grande partie de sa force et de sa pertinence quand on sait que la croissance économique est censée apporter spontanément avec le temps les éléments qualitatifs qui font d'elle du développement. Autrement dit, le fond du raisonnement consiste à présenter le développement comme une retombée sociale de la croissance économique: à partir d'un certain seuil de croissance, celle-ci engendre un *trickle down effect*, par simple effet de diffusion, de ruissellement, dont tous les individus profitent. De deux choses l'une:

¹. L'expression est employée par LACOUR C., *Pour une planification écologique stratégique: l'éco-aménagement des territoires*, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 1992, n° 3, p. 477.

². KAPP K.W., *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, 2° éd. 1963, Paris, Flammarion, 1976. Voir également pour une synthèse du parallèle entre les différentes externalités MUNDLER P., *Partage du travail et écologie, Un rapprochement aux multiples facettes*, *Sciences de la Société, Travail, emploi, formation*, Presses Universitaires du Mirail, n° 36, octobre 1995, p. 93-109.

ou bien le développement et le progrès humain ne résultent pas automatiquement de la croissance, et alors l'association croissance-développement-progrès humain doit être sur le plan théorique rompue, ou bien le développement et le progrès humain résultent, si l'on sait attendre suffisamment, de la croissance, et alors la distinction entre croissance et développement est sans objet puisque la croissance est une condition suffisante du développement. Plus encore, dans ce dernier cas, la croissance du PNB par tête, ou de tout autre indicateur qui en est issu, est véritablement le seul indicateur pertinent de l'amélioration du bien-être et nous devons humblement remiser les critiques à son encontre.

La thèse des retombées sociales *automatiques* de la croissance économique ne résiste pas à un examen sérieux. Récapitulons ici les raisons qui nous conduisent à cette affirmation:

- Les économistes ont cru, pour la plupart, que l'augmentation du niveau de vie dans les pays occidentaux pendant la période des Trente Glorieuses constituait le modèle généralisable à toute la planète et reproductible indéfiniment, sans comprendre que ce modèle était fondé sur la création permanente de nouveaux besoins, nécessitant elle-même la reproduction permanente d'inégalités ressenties par les individus comme potentiellement réductibles par une consommation croissante.

- Les économistes et, de manière générale, les producteurs de discours économique ont accrédité l'idée que les retombées dites sociales de la croissance seraient d'autant plus importantes que la croissance serait forte: à cet égard, l'image du gâteau qui grossit et qui permet de donner davantage à tous a rempli son office, et le remplit encore puisque le Secrétaire Général de l'ONU écrit au moment d'ouvrir la session de Copenhague sur le développement social: "Il faut promouvoir l'idée de redistribution. C'est une question de justice sociale. Encore faut-il ne pas avoir sur cette question une pensée naïve. Nous savons que la redistribution n'est pas seulement un transfert aux plus défavorisés d'une part plus ou moins grande des avantages internationaux existants. Nous savons qu'il peut y avoir des transferts stérilisants qui risquent de rétracter l'étendue des richesses à répartir. Les transferts doivent donc aller de pair avec l'augmentation de la production. Car ces transferts seront d'autant plus grands que le domaine à partager sera plus vaste. Bien sûr, il faut mener des actions directes, urgentes, vers les plus défavorisés. Mais, dans le même temps, il faut promouvoir des actions de portée générale dont le but est d'augmenter les richesses disponibles, et qui donc bénéficieront indirectement aux plus défavorisés."¹

Une analyse de texte très serrée serait nécessaire pour analyser de manière critique cette déclaration car tout le corpus théorique et idéologique de la science économique

¹. BOUTROS-GHALI B., *L'ONU et la question sociale*, Le Monde, 9 mars 1995.

sur le développement y figure. Premièrement, si les mots ont un sens, redistribution signifie toujours transfert des uns vers les autres et ne signifie que cela. Deuxièmement, l'idée qu'il y aurait des transferts stérilisants est directement tirée du postulat que les inégalités et le maintien d'une partie de la population dans la misère sont nécessaires à la croissance économique parce que l'incitation à produire est plus forte et parce que les surplus pour l'accumulation sont davantage mobilisables.¹ Ainsi, le discours économique oscille entre un éloge de la misère chère à Malthus pour promouvoir la croissance et le bien-être futurs, et un éloge de la croissance pour éliminer la pauvreté. La contradiction du paradigme de la croissance et de ses retombées est ici flagrante. Enfin, troisièmement, il est dit que l'augmentation des richesses produites doit profiter *indirectement* aux plus pauvres. Or, si les mots ont, là encore, un sens, l'augmentation de la production est *directement* ressentie par la population, sauf à supposer que les revenus primaires directs d'une partie de la population n'augmentent pas avec la croissance économique et que tout le surplus de croissance est accaparé par l'autre partie, mais il ne s'agirait pas de redistribution, ni vers les uns ni vers les autres, puisque nous raisonnons sur les revenus primaires; ce sont les transferts qui sont une conséquence indirecte de l'activité économique lorsqu'ils ont lieu. Il y a là une inversion qui révèle la confusion conceptuelle dans laquelle se débat la pensée sur le développement et sur l'économie en général qui n'a jamais pu clarifier nettement le sens de *social*: le plus souvent le terme de développement accompagné de cet adjectif renvoie à une conception restrictive de ce dernier² et *développement social* désigne l'appendice humanitaire de la croissance³; lorsque l'adjectif est employé dans son sens le plus global et donc le plus correct, *développement social* est alors un pléonasme si l'on a défini précisément le développement par les aspects qualitatifs que le terme *social* englobe.

Compte tenu de ce qui précède, l'utilisation de la notion logique d'implication est abusive car elle aboutit à la contradiction suivante:

si développement \Rightarrow croissance (croissance condition nécessaire du développement),

et si croissance \Rightarrow misère d'une partie de la population (misère condition nécessaire de la croissance),

¹. ARTUS P., *La croissance est-elle possible sans spoliation?*, Revue française d'économie, vol. VII, n° 2, printemps 1992, p. 31-52. L'interrogation de l'auteur est sans ambiguïté.

². Cf. notre chapitre 1, § I-A-1.1.d.

³. Robert Castel situe ainsi ce problème: "Le "social" consiste en systèmes de régulations non marchandes institués pour tenter de colmater cette béance (entre l'organisation politique et le système économique)"; "Faire du social", c'est travailler sur la misère du monde capitaliste, c'est-à-dire sur les effets pervers du développement économique. C'est tenter d'apporter des correctifs aux contre-finalités les plus inhumaines de l'organisation de la société, mais sans toucher à sa structure." CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., respectivement p. 19 et 245. A ce dernier endroit, l'auteur cite René Worms (WORMS R., *L'économie sociale*, Revue internationale de sociologie, 1898): "L'économie sociale est une économie politique attendrie."

alors développement \Rightarrow misère (misère condition nécessaire du développement),

c'est-à-dire développement \Rightarrow non développement.

Nous refuserons donc dorénavant de souscrire sans préalable à l'affirmation courante: *la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante du développement humain*, ou à sa variante tirée de son prolongement: *la misère des uns est la condition du développement de tous*. D'abord, parce que, dans l'esprit de la plupart des économistes, *développement \Rightarrow croissance* est une litote pour exprimer en fait *développement \Leftrightarrow croissance*. Ensuite, parce qu'on ne peut apporter de preuve que la croissance se traduit par un progrès humain. Sans doute y a-t-il des *progressions*: progression du taux d'alphabétisation, progression de l'indice d'espérance de vie, progression en matière de diminution de la mortalité infantile par dysenterie, mais y a-t-il progrès en matière de mortalité infantile par génocide à coups de bombes ou de machettes?¹ A l'envers, on peut apporter la preuve que la pauvreté et l'exclusion ne sont pas des accidents. "Le développement de l'exclusion économique a toutes les apparences d'un aboutissement et non d'une scorie transitoire du développement économique" écrivent justement Perret et Roustang². La seule part de vérité que nous reconnaissons à l'affirmation critiquée ci-dessus est que la croissance économique peut constituer une condition nécessaire *momentanée* du progrès de la qualité de vie, mais elle ne peut être tenue pour vraie indéfiniment.

Ainsi, à la fois pour des raisons théoriques (il n'y a aucun processus qui puisse être conçu en croissance infinie et il y a incohérence dans l'analyse des rapports entre croissance et développement), et pour des raisons pratiques (la planète est limitée), la croissance économique illimitée dans le temps ne semble pas possible.

B- La croissance économique est-elle souhaitable?

Pour éviter une possible équivoque, nous raisonnerons, compte tenu de la croissance démographique, sur la croissance par tête d'habitant. Alors la question sur le caractère souhaitable ou non de la croissance appelle une réponse différenciée et une restriction.

¹. On peut se référer au *Rapport 1995* d'Amnesty International sur le génocide rwandais, cité par GHERARDI S., *L'horreur s'étale au grand jour dans le rapport d'Amnesty International*, *Le Monde*, 7 juillet 1995.

². PERRET B., ROUSTANG G., *L'économie contre la société*, op. cit., p. 47.

1. Une réponse différenciée.

1.1. Dans les pays du tiers-monde.

L'immensité des besoins alimentaires, en matière d'éducation, de santé, d'équipements matériels pour satisfaire ceux-ci, et d'investissements pour produire ces derniers, est telle que la croissance économique peut fournir les bases d'une amélioration quantitative et qualitative du niveau de vie. La croissance *pendant une certaine durée*, variable selon les situations, est donc souhaitable. Elle devrait alors être soumise à certaines conditions fortes: ne pas aggraver les inégalités, ne pas contraindre de manière irréversible l'environnement, ne pas briser les cadres de références culturels donnant du sens à la vie des peuples. Ne s'agit-il pas là de la quadrature du cercle puisque les formes de la croissance que le monde a connues jusqu'ici impliquaient l'aggravation des inégalités, la dégradation écologique et le triomphe des valeurs occidentales?

1.2. Dans les pays développés.

Les objectifs de croissance économique forte mesurés en termes habituels de PIB doivent être progressivement délaissés pour deux raisons.

a) Si la croissance économique illimitée à l'échelle planétaire n'est pas viable, il appartient aux pays développés de laisser aux pays plus pauvres la priorité de *l'augmentation* de l'utilisation des ressources matérielles et environnementales.

b) La croissance économique nécessaire pour fournir le point de départ de l'amélioration du niveau de vie peut se retourner contre les individus:

- si l'extension de la sphère marchande des activités humaines s'élargit au point de vider une à une celles-ci de leur sens, de tout sens;

- si cette extension conduit à l'approfondissement d'un dualisme social entre ceux bénéficiant d'un emploi ou d'une position sociale garantis, procurant des revenus élevés ou assez élevés, et ceux marginalisés et contraints soit de vivre en assistés, soit comme *serviteurs*¹ des premiers.

L'abandon dans les pays riches de la priorité donnée à la croissance économique donne alors la possibilité d'utiliser différemment les gains de productivité tout en

¹. GORZ A., *Pourquoi la société salariale a besoin de valets*, Le Monde Diplomatique, juin 1990.

répartissant la richesse existante autrement. Nous essayerons d'en déterminer les conditions dans la troisième partie de notre thèse.

2. Une restriction.

Un ralentissement subi ou accepté de la croissance dans les pays riches ne créerait pas *ipso facto* de meilleures conditions pour la croissance des pays pauvres qui en ont besoin.

On peut même penser, au contraire, qu'en termes marchands, les pays pauvres peuvent voir, dans un premier temps, certains débouchés à leurs produits se fermer ou se rétrécir à la suite d'une réorientation des économies développées.

De même, un ralentissement de la croissance de la consommation d'énergie fossile dans les pays développés n'accroît pas de lui-même la capacité d'accès des pays pauvres si ceux-ci ne disposent pas des moyens financiers et techniques et si leurs modèles de production et de consommation ne s'y prêtent pas.

Par ailleurs, la réduction des émissions de CO₂ dans l'atmosphère par les pays riches ne garantit pas une moindre augmentation des émissions dans les pays pauvres.

La restriction est importante. Il ne peut donc lui être opposé qu'une considération de bon sens et une considération d'ordre éthique:

- de bon sens: il faut de la place matérielle pour tout habitant de la planète et pour ses déchets inévitables;

- éthique: la planète étant finie, son partage doit être envisagé de manière plus équitable *dans l'instant* entre tous ses habitants, et *dans le temps* entre générations présentes et futures.

C- La croissance est-elle indispensable?

Pour différencier cette question de la précédente il faut préciser l'objectif par rapport auquel elle est posée: indispensable à quoi? Nous voudrions examiner s'il est possible qu'une économie sans croissance continue de dégager un fonds d'investissement de façon à continuer d'engendrer des gains de productivité, ces derniers entendus comme une réduction du volume de travail social nécessaire à la production.

1. Croissance et productivité.

Une stratégie de développement durable doit considérer comme irréversibles les progrès techniques déjà réalisés ou potentiels. Il faut donc tenir pour acquise la diminution progressive du travail vivant des processus de production. Une telle stratégie doit intégrer en outre la poursuite de tels gains de productivité¹, sous réserve qu'ils soient supportables par l'environnement. Or, cette poursuite est largement conditionnée par l'amélioration permanente des équipements productifs qui elle-même réclame des programmes permanents d'investissements.

Peut-on alors concevoir un investissement, qui ne soit pas simplement de renouvellement, sans qu'il y ait croissance économique? Peut-on concevoir un investissement visant à améliorer la productivité qui soit soutenable?

2. Surplus social et surplus de croissance.

En termes physiques, l'investissement dépend de l'existence d'un surplus.² Nous allons d'abord expliquer de quel surplus il s'agit et ensuite examiner les objections possibles à notre analyse.

2.1. De quel surplus s'agit-il? Le surplus social.

A un instant donné, l'investissement net dépend de l'existence d'un surplus social, au sens où les classiques l'entendaient, c'est-à-dire la partie de la valeur ajoutée nette non consommée et affectée à des fins de reproduction.

Par ailleurs, l'accroissement de l'investissement net entre deux périodes est possible si la frontière entre la consommation et le surplus a été abaissée du côté de la consommation ou bien s'il y a eu un supplément de production apporté par la croissance économique que nous appellerons, pour le distinguer du surplus social, *surplus de croissance*. Pour une consommation constante, l'accroissement de l'investissement net suppose donc un surplus de croissance. Remarquons au passage que le compromis social fordien noué pendant les Trente Glorieuses a fonctionné parce que l'existence du surplus de croissance permettait

¹. Nous serons amené plus loin (chapitre 9) à établir une distinction entre l'augmentation de la productivité par unité de temps de travail et celle de la productivité individuelle et donc à nuancer l'affirmation ci-dessus.

². Dans une conception circuitiste de l'économie capitaliste, on montre que les avances bancaires permettent aux entreprises de financer les achats de ce surplus. Cf. COMBEMALE P., QUILES J.J., *L'économie par le circuit, Comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan, 1990; et POULON F., *Macroéconomie approfondie*, op. cit.

de ne pas déplacer la frontière relative entre masse salariale et profits, c'est-à-dire entre masse salariale et surplus social.

Si l'on confondait investissement net et accroissement de celui-ci, ou bien accroissement de capital et accroissement de l'accroissement de capital, on s'exposerait à ne pas comprendre que la croissance économique n'est exigée, pour une frontière masse salariale/surplus social inchangée, que dans le cas où l'accroissement de l'investissement net est envisagé. Autrement dit, cela reviendrait à confondre surplus social et surplus de croissance. Cette dernière confusion est récurrente dans la littérature économique. Pour ne prendre qu'un exemple faisant pourtant autorité, Schumpeter commente ainsi la thèse de Marx suivant laquelle le capital constant ne fait que transmettre sa propre valeur au cours de la production: "Il existe toutefois dans cette théorie un élément qui n'est pas erroné et dont la perception, pour confuse qu'elle soit, doit être portée au crédit de Marx. Contrairement à ce que tous les économistes admettent, même de nos jours, il n'est aucunement certain que les moyens de production "produits" procureraient un revenu net dans une économie parfaitement stationnaire. Si, en pratique, ces moyens de production semblent procurer des revenus nets, ceci peut parfaitement tenir au fait que l'économie n'est jamais stationnaire."¹ Or, l'existence d'un surplus affecté en profits distribués ou en profits accumulés est totalement disjointe de la croissance économique. Nous nous trouvons face à une erreur de raisonnement qui ressemble fort à celle que Marx reprochait à John Stuart Mill quand celui-ci confondait accroissement de la productivité du travail et surplus social.²

Essayons d'apporter une démonstration dont nous nous réservons par la suite.

Soit la valeur ajoutée nette au cours d'une période = Y ,

elle est partagée en salaires = wY ,

et en surplus (profits) = $(1 - w) Y$.

Si au cours d'une deuxième période, le produit augmente d'un taux t , le nouveau produit = $(1 + t) Y$, et le surplus de croissance = tY .

a) Si le nouveau produit est partagé en conservant la structure de répartition ancienne.

salaires = $wY + wtY = w(1 + t) Y$,

profits (surplus social) = $(1 - w) Y + (1 - w) tY = (1 - w)(1 + t) Y$.

¹. SCHUMPETER J.A., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op. cit., p. 49, note 1.

². Cf. notre chapitre 1, § II-D-1.3.c.1.2) et Annexe 4.

b) Si les salaires se voyaient attribuer la totalité du surplus de croissance, on aurait:

$$\begin{aligned} \text{salaires} &= wY + tY = (w + t) Y, \\ \text{et profits (surplus social)} &= (I - w) Y. \end{aligned}$$

c) Si les profits accaparaient tout le surplus de croissance, on aurait:

$$\begin{aligned} \text{salaires} &= wY, \\ \text{et profits (surplus social)} &= (I - w) Y + tY = (I - w + t) Y. \end{aligned}$$

d) Les deux cas de figure intermédiaires seraient les suivants:

d.1) augmentation des salaires > celle des profits:
la nouvelle part des salaires dans le produit = $w' > w (I + t)$,
et celle des profits (surplus social) = $(I - w') < (I - w) (I + t)$;

d.2) augmentation des salaires < celle des profits:
la nouvelle part des salaires dans le produit = $w' < w (I + t)$,
et celle des profits (surplus social) = $(I - w') > (I - w) (I + t)$.¹

Dans aucun des cas de figure a), b), c), d.1) et d.2), le surplus social ne se confond avec le surplus de croissance tY . Dans le seul cas c), l'*accroissement* du surplus social est égal au surplus de croissance tY .

Comme l'existence du surplus social est indépendante de celle du surplus de croissance, il en résulte que des gains de productivité peuvent être obtenus grâce à l'investissement net indépendamment de l'accroissement de celui-ci. Il reste à décider ensuite une affectation de ces gains de productivité conforme à une stratégie de développement durable si celle qui prédominait jusqu'ici, l'accroissement de la production, est délaissée. Nous examinerons ce problème dans la troisième partie de notre thèse.

¹. Soit l'exemple suivant: à la période 1, valeur ajoutée 1000, partagée entre salaires 600 et profits 400; à la période 2, valeur ajoutée 1100 produite dans le même temps, partagée entre salaires 700 et 400. A la période 1, le surplus social approprié par les capitalistes est de 400. A la période 2, tout le surplus de croissance est affecté aux salariés (cas *b* ci-dessus), et ainsi ils bénéficient de l'intégralité des 10% de gain de productivité mais il subsiste toujours un surplus social. On pourrait multiplier les exemples de partage des gains de productivité sans jamais confondre les deux notions.

Pour l'heure, réaffirmons la distinction entre le surplus social et le surplus de croissance. La confusion, fréquente dans la littérature économique, vient peut-être du fait que l'existence d'un surplus de croissance tient à l'utilisation productive du surplus social, mais cela ne justifie pas l'assimilation. En d'autres termes, *surplus de croissance* \Rightarrow *surplus social*, mais la réciproque n'est pas vraie. De même, l'égalité du taux de profit et du taux de croissance définissant un sentier de croissance dans le modèle de Von Neumann n'autorise pas à identifier surplus social et surplus de croissance. S'agirait-il d'une faute de raisonnement confondant le phénomène de la croissance avec sa cause, l'investissement, ou bien d'un trait idéologique? Si cette dernière hypothèse était confirmée, alors on serait en droit de dire comme Serge Latouche: "Le surplus, présenté comme l'effet de la productivité, n'est jamais que l'effet d'une structure sociale, celle qui prive les producteurs de la disposition des marchandises qu'ils ont créées..."¹.

2.2. Les objections possibles.

a) Accumulation et répartition.

Dans son modèle de croissance de l'après-guerre, Harrod² avait montré que le taux d'investissement était égal au coefficient de capital multiplié par le taux de croissance économique:

$$\frac{\Delta K}{Y} = \frac{K}{Y} \frac{\Delta Y}{Y} \quad \text{en appelant } K \text{ le capital et } Y \text{ le produit.}$$

De cette égalité, on déduit que si le taux de croissance économique est nul ($\frac{\Delta Y}{Y} = 0$), nécessairement le taux d'investissement est lui aussi nul ($\frac{\Delta K}{Y} = 0$). Il n'y a donc pas d'accumulation possible en l'absence de croissance économique, et par conséquent peu de chances de voir apparaître des gains de productivité.³

¹. LATOUCHE S., *Epistémologie et économie*, op. cit., p. 548.

². HARROD R., *Towards a dynamic economics*, Londres, Macmillan, 1948.

³. Abraham-Frois affirme que "le remplacement ne s'opère en effet jamais à l'identique et des accroissements de productivité (et de production) sont en conséquence possibles en l'absence d'accumulation nette." ABRAHAM-FROIS G., *Dynamique économique*, op. cit., p. 181. Cela nous paraît peu convaincant parce que si le remplacement ne s'opère pas à l'identique, c'est qu'il y a une part d'investissement net dans l'investissement dit de remplacement.

Mais comment Harrod était-il parvenu à établir la relation ci-dessus? A partir d'une hypothèse de fixité du coefficient de capital. Il supposait que:

$$\frac{\Delta K}{\Delta Y} = \frac{K}{Y} ,$$

d'où il déduisait successivement:

$$\frac{\Delta K}{K} = \frac{\Delta Y}{Y} , \text{ taux d'accroissement du capital} = \text{taux de croissance}$$

économique,

$$\Delta K = K \frac{\Delta Y}{Y} , \text{ puis } \frac{\Delta K}{Y} = \frac{K}{Y} \frac{\Delta Y}{Y} ,$$

taux d'investissement = coefficient de capital \times taux de croissance économique.

L'hypothèse de stabilité du coefficient de capital signifie soit que les facteurs de production sont complémentaires dans une fonction de production à rendements constants, soit que les facteurs de production sont techniquement potentiellement substituables, toujours dans le cadre d'une fonction de production homogène de degré un, mais que, leurs coûts relatifs ne variant pas, leur combinaison reste la même lorsqu'il se produit un changement d'échelle de la production.¹

Si on supprime l'hypothèse très restrictive de stabilité du coefficient de capital, et si on le suppose croissant:

$$\frac{\Delta K}{\Delta Y} > \frac{K}{Y} \Leftrightarrow \frac{\Delta K}{K} > \frac{\Delta Y}{Y} ,$$

alors, même si le taux de croissance économique est nul, le taux d'accroissement du capital reste positif: $\frac{\Delta K}{K} > 0$.

L'investissement est donc possible sans croissance. Dans ce cas, l'augmentation du coefficient de capital signifie que le surplus social affecté à l'investissement net voit sa part dans le produit total augmenter de période en période. Comment cela peut-il être socialement acceptable? A deux conditions: une répartition plus équitable du revenu distribué et une compensation de la non croissance de la consommation matérielle par la diminution du temps de travail parallèle à l'augmentation du coefficient de capital et du capital par tête et parallèle à l'augmentation de la productivité du travail qui en résulte. Ces deux conditions qui constitueront le coeur de notre troisième partie sont à l'exact opposé de celles des modèles de croissance traditionnels qui supposaient la stabilité du coefficient de capital et la stabilité de la répartition des revenus. Elles définissent ce que l'on pourrait appeler la *reproduction simple (ou identique) intensive*.

¹. ABRAHAM-FROIS G., *Dynamique économique*, op cit., p. 69-70.

Cependant, cette reproduction simple intensive étant tributaire d'un accroissement du coefficient de capital nécessiterait vraisemblablement une utilisation accrue de ressources naturelles, en vertu d'une hypothèse de complémentarité entre le capital produit et le capital naturel¹, augmentant ainsi la pression sur l'environnement. Dépasser les contradictions sociales ne suffit donc pas puisque s'ajoutent des contraintes écologiques. Ainsi, même l'amélioration de la qualité de la vie fondée sur la réduction du temps de travail peut connaître une limite tenant à l'obligation de prélever des ressources sur la nature pour l'obtenir. Nous aurons à nous en souvenir lorsque nous discuterons la thèse de la "fin du travail" qui tient plus du mirage que de la réalité.

b) Répartition et décroissance.

Arrêtons-nous enfin sur les objections que François Perroux présentait à l'encontre de la croissance zéro, avec d'autant plus d'attention qu'il fut l'un des pionniers de la réflexion sur un développement de type nouveau.

b.1) Il réfute la croissance zéro à partir de trois arguments.²

- Une redistribution du revenu global accompagnée de l'augmentation de la part des salaires ne pourrait se faire, en l'absence de croissance, qu'au détriment des profits et donc de l'investissement.

- Les modifications relatives de salaires sectoriels ne pourraient se faire que si certains salaires ne reflétaient pas les productivités respectives et elles se heurteraient à l'hostilité des catégories sociales qui verraient leur sort se dégrader.

- L'augmentation des transferts sans croissance est facteur d'inflation.

b.2) Les objections de François Perroux nous suggèrent deux remarques.

b.2.1) En l'absence de croissance économique, il est indéniable que l'augmentation relative de la masse salariale ne pourrait se faire qu'au détriment du surplus social. Dans une perspective de nouvelle répartition à *l'intérieur de la masse des revenus distribués*, il est non moins certain que la redistribution au bénéfice des bas revenus, soit par le biais des revenus primaires dont l'éventail serait réduit, soit par le biais des transferts accrus, est potentiellement génératrice d'inflation si l'on est proche de la pleine utilisation des capacités de production ou si l'on raisonne à production constante, à cause des propensions marginales à consommer différentes des catégories sociales.

¹. Sinon on retomberait dans le cas de la soutenabilité faible avec l'hypothèse de substituabilité.

². PERROUX F., *Pour une philosophie du nouveau développement*, op. cit.

Ces objections sont cohérentes tant qu'on conçoit l'amélioration du bien-être comme résultant avant tout, sinon exclusivement, de la consommation croissante de biens. Mais la problématique de la soutenabilité telle que nous la définissons et dont nous décrivons une possible mise en oeuvre dans la troisième partie envisage la *redistribution* des revenus et *l'utilisation* des gains de productivité non pour favoriser d'abord la croissance des revenus monétaires individuels mais pour ouvrir la voie à l'emploi de tous, à la diminution du temps de travail de tous, et donc à l'accroissement de la part du temps libéré partiellement des contraintes de la consommation marchande.

b.2.2) Le raisonnement de Perroux comporte une ambiguïté. Si le produit ne s'accroît pas, le taux de croissance est nul. Pourquoi alors indiquer que la redistribution entraînerait une “baisse du taux de croissance réalisé”¹ puisque cette baisse a déjà eu lieu (passage d'un taux de croissance positif à un taux nul)? S'agirait-il d'un taux de croissance qui deviendrait négatif? Auquel cas, la production ne serait pas stationnaire mais diminuerait. Dans le passage cité critiquant la croissance zéro, Perroux oscille entre un raisonnement portant sur une croissance nulle de la production et un raisonnement portant sur une croissance nulle du taux de croissance: “*S'en tenir à un taux atteint* de la croissance en t_0 , c'est oublier que les investissements en cours à cette date, ont été entrepris en t_{-1} , t_{-2} , sur anticipations de l'accroissement ultérieur du produit et des changements relatifs dans ses composantes.”² Tantôt, Perroux refuse une croissance nulle de la production, tantôt, il va jusqu'à redouter un simple infléchissement du taux de croissance de celle-ci.

Pour synthétiser cette discussion, indiquons qu'il existe 5 cas de figure de variation de la production:

- cas 1: décroissance exponentielle = taux négatifs constants ou décroissants;
- cas 2: décroissance amortie = taux négatifs croissants, c'est-à-dire tendant vers 0 par valeurs négatives;
- cas 3: croissance nulle = taux nuls;
- cas 4: croissance amortie = taux positifs décroissants, c'est-à-dire tendant vers 0 par valeurs positives;
- cas 5: croissance exponentielle = taux positifs constants ou croissants.

¹. PERROUX F., *Pour une philosophie du nouveau développement*, op. cit., p. 55.

². PERROUX F., *Pour une philosophie du nouveau développement*, op. cit., p. 55, souligné par nous.

Les cas 2 et 4 tendent vers le cas 3. Il ne subsiste que les cas 1, 3 et 5. L'examen de ces derniers est à dissocier de celui de l'évolution du surplus social à l'intérieur du produit total. Il faut ensuite combiner les évolutions des deux grandeurs (tableau 6.1).

Tableau 6.1: Evolutions combinées du produit et du surplus.

Produit	Décroissance exponentielle	Croissance nulle	Croissance exponentielle
Surplus social réinvesti	1	3	5
A Part stable	Baisse du niveau de vie de la population.	Maintien du niveau de vie moyen. Le coefficient de capital K/Y croît de plus en plus faiblement, le taux d'investissement $\Delta K/Y$ reste stable et le taux d'accroissement du capital $\Delta K/K$ décroît: alors, la productivité horaire du travail croît et soit le chômage se développe (A3a), soit le temps de travail est réduit (A3b).	Hausse du niveau de vie quantitatif à un taux égal à celui de la croissance du produit.
B Part croissante	La croissance économique va repartir.	K/Y , $\Delta K/Y$, $\Delta K/K$ et la productivité croissent. Le niveau de vie matériel moyen baisse et le chômage augmente (B3a), mais la croissance tend à redémarrer avec risque de surproduction et de chômage(B3b); ou bien le temps de travail est réduit (B3c).	Hausse du niveau de vie à un taux inférieur à celui de la croissance du produit: risque de surproduction.
C Part décroissante	L'investissement est condamné.	L'augmentation de la consommation n'est que provisoire et l'investissement est condamné à terme: la croissance va devenir négative.	La hausse du niveau de vie n'est qu'éphémère car la croissance va ralentir.

Les cas C3 et C5 tendent vers C1. Un retournement peut s'opérer dès que le taux de variation du surplus devient supérieur à celui du produit; C1 se rapproche alors de A5 ou B5.

Les cas B1 et B3b tendent vers B5 qui n'est pas un cas stable non plus car il comporte le risque de surproduction; pour l'éviter, B5 doit se rapprocher de A5.

Le cas A5 correspond au modèle de la croissance d'après-guerre des Trente Glorieuses. Longtemps considéré comme stable, ce cas s'est révélé à long terme ne pas l'être puisque ce modèle de développement est entré en crise profonde et que, ou bien il oscille aujourd'hui entre le cas A1 et A3a, ou bien il les combine dans des doses variables selon les pays, les peuples, les groupes sociaux.

Le cas B3a tend vers A1.

Les cas A1 et A3a ne peuvent eux non plus constituer des perspectives de long terme.

Le cas B3c peut théoriquement constituer une perspective de moyen et long terme. Cependant, à très long terme, la poursuite de l'augmentation de la productivité liée à l'utilisation de plus en plus intensive de capital peut rencontrer une limite écologique si la production de capital exige une ponction sur les ressources naturelles dépassant leurs capacités d'auto-renouvellement.

Notre thèse est alors qu'il ne faut pas écarter l'éventualité d'un repli raisonnable et durable vers le cas A3b. Si seul ce cas était écologiquement viable, on passerait de la soutenabilité du développement à celle de la vie, à la viabilité en somme. Enfin, les cas B3c et A3b ne sont soutenable socialement que s'ils s'appuient sur le dépassement permanent des conflits sociaux que la modification des positions relatives suscite.

Cependant, nous sommes conscient que le défaut de l'analyse que nous présentons est de se situer dans l'absolu et exclusivement au niveau macro-social. Dans la réalité du système économique *existant*, la concurrence capitaliste entre firmes individuelles pousse chacune d'elles, sous réserve d'anticipations de débouchés suffisants, à concevoir des programmes d'investissement qui soient toujours en expansion. Plus précisément, la distinction entre investissement net et accroissement de celui-ci devient inopérante pour notre propos: dans une économie capitaliste en situation de non crise, la tendance est à la croissance permanente du volume de l'investissement net sinon du taux d'investissement par rapport à la production. Le problème posé par le théoricien est qu'il apparaît que le choix d'une société dont le rythme d'évolution soit soutenable pour l'environnement est incompatible avec le capitalisme. Le problème qui se pose alors au décideur est celui de la réunion des conditions de débat collectif pour que la société décide librement et démocratiquement de l'affectation de ses gains de productivité, et du rythme de ceux-ci s'ils risquaient de perturber gravement les équilibres sociaux et écologiques.

L'ambiguïté du concept de développement durable est telle que de multiples interprétations en sont possibles et que plusieurs typologies de celles-ci peuvent être dressées. Ces typologies se recoupent assez largement parce qu'en dernière analyse elles renvoient toutes à l'articulation entre l'économique et le social selon les uns, ou à l'insertion de l'économique dans le social, lui-même dans le processus de la vie, selon les autres. Pour notre part, nous avons voulu montrer que le critère décisif permettant de tracer une frontière nette entre le développement durable, simple prolongement, simple palliatif, simple "alibi"¹ du développement existant, et un développement qualitatif autre ou un après-développement, est celui de la pérennité ou non de la croissance économique impulsée par le capitalisme. Dans la mesure où la très grande majorité des intervenants sur cette question acceptent ou tentent de faire admettre que tous les pays de la planète doivent promouvoir encore en leur sein une forte croissance économique, nous croyons pouvoir conclure que le concept de développement durable n'ouvre pas un nouveau paradigme car il reste fondamentalement à l'intérieur de celui qui prévaut au sujet du développement.

Le clivage que nous discernons permet de retrouver la critique de l'idéologie pour partie commune aux grandes familles de la pensée économique. Le libéralisme a fait de la croissance le moyen de vaincre la rareté présentée comme une réalité objective et jamais une réalité fantasmée. Le marxisme a fait du développement des forces productives une obligation et rares sont les penseurs se réclamant de Marx qui se souviennent que celui-ci, entre deux déclarations enflammées sur les vertus du progrès, a quand même recommandé de gérer la terre en bons pères de familles pour la léguer aux générations futures.² Enfin, les économistes contemporains se réclamant de la pensée de Keynes s'arcboutent sur la nécessité de relancer durablement la croissance en oubliant que leur maître avait déjà envisagé dès les années 1930 la diminution considérable du temps de travail comme alternative à la crise sociale.

¹. Selon le mot de LATOUCHE S., *Développement durable: un concept alibi, Main invisible et main mise sur la nature*, op. cit.

². MARX K., *Le Capital, Livre III*, op. cit., p. 1385-1386; cf. notre chapitre 2, § II-A-2.3. Voir aussi un auteur qui a longuement analysé la vision de la nature chez Marx: SCHMIDT A., *Le concept de nature chez Marx*, Paris, PUF, 1994.

Conclusion de la deuxième partie.

Nous avons montré dans la première partie sur quelles bases on pouvait fonder une remise en cause du développement. De façon immédiate, il y a la réalité des graves atteintes que celui-ci porte aux équilibres des systèmes vivants et celle de l'exacerbation des tensions sociales nées de la marchandisation du monde, de l'exclusion et de la déculturation que le développement amène avec lui. Sur le plan théorique, le paradigme du développement montre des signes d'épuisement parce qu'il révèle sa propension à justifier une vision du monde dans laquelle la nature est domestiquée, et dans laquelle la très grande majorité des êtres humains sont asservis à des règles de rentabilité, règles qu'ils intériorisent soit parce qu'ils obtiennent en échange le privilège d'accéder à la consommation, soit parce qu'ils sont purement et simplement coupés de leurs racines culturelles et qu'il leur est vainement promis la même récompense, dans les deux cas parce que le développement économique canalise leurs angoisses face à la mort par la croissance que Michel Beaud appelle "mortifère"¹.

¹. BEAUD M., *Face à la croissance mortifère, quel développement durable*, op. cit., p. 131-149.

Dans la seconde partie, nous avons montré que la théorie économique, ayant horreur du vide, s'est emparée des questions que posait à la fin du XX^e siècle l'insoutenabilité à long terme du gaspillage des ressources et de l'amoncellement des nuisances du développement, tant écologiques que sociales. La théorie néo-classsique n'en a pas pour autant abandonné sa démarche méthodologique devant la non prise en compte par le marché des effets externes négatifs de la croissance. Au contraire, elle en a profité pour essayer de lui donner une plus grande généralité en élargissant son domaine d'application à la gestion des biens naturels. Mais cela s'est fait en réduisant le temps biologique au temps économique et en augmentant l'étendue des catégories marchandes. Il s'agit là d'un véritable tour de force ou d'un coup de force face auquel une autre théorie a du mal à s'imposer. D'abord parce que la plupart des tentatives de conceptualisation s'inscrivent plus ou moins à l'intérieur du paradigme du développement qui joue ici un véritable rôle de matrice idéologique. Ensuite, parce que la pensée occidentale, fondamentalement anthropocentriste, peut difficilement favoriser la naissance en son sein d'une vision où l'homme ne soit pas le centre de l'univers. En fait, elle en reste à un état pré-copernicien.

N'y aurait-il pas d'autre voie possible de réflexion et d'action? Est-il... contre-nature à l'être humain de ne pas se concevoir au *centre* d'un *environnement*? Ou bien est-il envisageable de penser la dynamique de la vie humaine et de ses activités au sein de la dynamique de l'ensemble des systèmes et des êtres vivants? Il ne s'agirait alors sans doute plus uniquement de soutenabilité de l'économie.